



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Maritime Aircraft Division/Division de aéronefs maritimes

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

8C1, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet ALSE SBCA	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8485-216446/B	Date 2022-03-18
Client Reference No. - N° de référence du client W8485-216446	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$BQ-165-28605
File No. - N° de dossier 165bq.W8485-216446	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 03:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-04-29 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Peck, Amanda	Buyer Id - Id de l'acheteur 165bq
Telephone No. - N° de téléphone (873) 355-4759 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	



Lettre d'intérêt

Équipement de survie pour l'aviation (ESA)/Recherche et sauvetage – Livraison par air (RAS-DA)

W8485-216446/B

1. But et nature de la lettre d'intérêt (LI)

- 1.1 Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) publie la présente LI pour faire le point auprès de l'industrie à la suite de la séance de consultation avec l'industrie qui a eu lieu en juillet 2021, pour laquelle une rétroaction a été demandée et reçue afin d'aider le Canada à formuler et à mettre en œuvre une solution optimisée pour les exigences du programme de réparation et de révision au troisième échelon de l'équipement de survie pour l'aviation (ESA), recherche et sauvetage – Livraison par air (RAS-DA).
- 1.2 Les commentaires pertinents de l'industrie ont contribué à l'établissement d'un programme de soutien R et R de troisième échelon pour l'ESA/RAS-DA qui harmonisera et optimisera la capacité de l'industrie et du Canada d'assurer le rendement, la souplesse et le rapport qualité-prix ainsi que les retombées économiques.
- 1.3 Après mûre réflexion, SPAC, au nom du ministère de la Défense nationale (MDN), a l'intention de maintenant publier quatre demandes de propositions (DP) distinctes, qui seront mise à la disposition des soumissionnaires intéressés et admissibles.
- 1.4 L'objectif de la présente lettre d'intérêt (LI) est de solliciter des commentaires supplémentaires de l'industrie sur les caractéristiques précises de la nouvelle stratégie d'approvisionnement proposée et les groupes de produits mise à jour, tels que définis à la section 4 – Portée et aux annexes A, B et C.
- 1.5 La présente LI ne constitue ni un appel d'offres ni une DP, et aucun accord ou contrat pour l'approvisionnement des exigences décrites dans les présentes ne sera conclu uniquement en raison du présent document. La présente LI ne constitue nullement un engagement de la part du Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada.
- 1.6 La présente LI ne doit pas être considérée comme un engagement à publier des demandes de soumissions subséquentes ou d'attribuer des contrats pour les travaux décrits dans la présente.
- 1.7 Les fournisseurs éventuels de biens ou de services décrits dans la présente LI ne doivent ni réserver des stocks ou des installations ni affecter des ressources en fonction des renseignements contenus dans la présente LI. Elle ne donnera pas lieu non plus à l'établissement d'une liste de fournisseurs. De même, la participation à cette LI n'est pas une condition ou un préalable à la participation à des processus d'approvisionnements ultérieurs.

- 1.8 Les répondants ne seront pas remboursés pour aucuns frais engagés pour répondre à cette lettre d'intérêt.
- 1.9 L'inclusion de toute description de biens et de services dans la présente LI ne fera pas nécessairement partie des futures demandes de propositions (DPs). Tous les éléments liés à la stratégie d'approvisionnement et décrits dans la sections 4 – Portée et les annexes A, B, C ne sont pas définitifs et sont sujets à des changements.
- 1.10 Toute discussion qui peut avoir lieu sur le sujet avec le personnel du MDN, de SPAC ou tout autre représentant du gouvernement du Canada visé par les activités du projet liées au ESA/RAS-DA ne doit pas être interprétée comme une offre d'achat ni comme un engagement de la part du MDN, de SPAC ou du gouvernement du Canada.
- 1.11 Tout renseignement soumis au Canada en réponse à la présente LI peut ou non être utilisé par le Canada dans l'élaboration d'éventuelles demandes de propositions (DP) ultérieures.

2. Contexte et historique :

- 2.1 Contexte – L'ESA/RAS-DA est principalement utilisé par le personnel de l'Aviation royale canadienne (ARC) à l'appui des flottes ou des systèmes, et il est également utilisé dans une moindre mesure par l'Armée et la Marine. L'ESA inclut tout système de survie, dont les principaux objectifs sont la protection de la vie, la prévention des blessures ou la protection environnementale des membres de l'équipage ou des passagers. Il peut être nécessaire durant le vol, l'évacuation d'urgence, la survie jusqu'au sauvetage ou afin de permettre l'évasion. La RAS et DA comprennent les aides utilisées pour ou pendant la recherche et le sauvetage, et l'équipement utilisé pour la manutention des marchandises, la livraison aérienne ou l'élingage de la cargaison. L'ESA/RAS-DA a toujours été acquis par une combinaison de projets en immobilisations, d'offres à commandes et d'achats divers, généralement sans prévoir de soutien en service au-delà de la portée des garanties applicables.
- 2.2 L'exigence de maintien en service de l'ESA/RAS-DA s'inscrit dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD) annoncée en février 2014. Le cadre de l'initiative de soutien (IS) a été élaboré pour créer des contrats plus rentables et plus souples. De plus amples renseignements concernant l'IS se trouvent à l'adresse suivante: https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/avis-relatifsaux_politiques/AP-118.
- 2.3 Historique – En juin 2021, le Canada a sollicité l'engagement de l'industrie par le biais de la lettre d'intérêt (LI) W8485-216446/A afin d'aider et de fournir des commentaires sur les meilleures pratiques et les solutions potentielles pour l'avenir de l'entreprise en soutien ESA/RAS-DA.

En juillet 2022, le Canada a rencontré l'industrie lors d'une séance plénière de l'industrie et de séances individuelles tenues via Microsoft MS Teams. Ceci a donné à l'industrie l'occasion de fournir des commentaires, des recommandations et des suggestions pour améliorer la future entreprise de soutien ESA/RAS-DA.

En septembre 2021, SPAC a publié une modification de la LI pour publier un résumé de toutes les questions et réponses de l'industrie résultant du processus de consultatif.

3. Sécurité

- 3.1 Il n'y a pas d'exigences en matière de sécurité associées à cette LI. Les répondants devraient prendre note que pour d'éventuelles étapes du processus d'acquisition, ils devront obtenir de la part de Services publics et Approvisionnement Canada des attestations de sécurité au niveau Secret pour leur personnel et leurs installations.

4. Portée proposée

- 4.1 Après avoir reçu des commentaires pertinents de l'industrie sur la première LI, le Canada a l'intention d'élaborer et de mettre en œuvre une solution de maintien en matière de réparation et de révision de troisième échelon pour le nombre important d'articles de l'ESA/RAS-DA utilisés en appui aux flottes d'aéronefs des Forces armées canadiennes (FAC). Cette analyse couvre environ 180 articles uniques de l'ESA/RAS-DA. La liste des articles MNO publiée dans la LI initiale a maintenant été révisée et divisée par type de produit. La liste révisée de l'équipement réparable à l'annexe C sera assujettie à des modifications, car de nouveaux articles pourraient être ajoutés au cours de ce processus.
- 4.2 À la suite du processus d'analyse des dossiers commerciaux continus (SBCA) et de ses analyses des options (SV), les articles de l'ESA/RAS-DA ont été divisés en quatre groupes de produits suivants pour la réparation et la révision au troisième échelon :
- Groupe 1 – Radeaux de sauvetage et troussees de survie
 - Groupe 2 – Oxygène et bouteilles
 - Groupe 3 – Parachutes et connexes
 - Groupe 4 – Équipement et altimètres
- 4.3 À ce stade-ci, et uniquement aux fins décrites dans l'article 1.4 de la présente LI, les éléments suivants sont des éléments destinés à faire partie des sollicitations à venir :
- 4.3.1 Quatre demandes de propositions (DP), une pour chaque groupe de produits, seront affichées sur le site Web du système électronique d'appels d'offres du gouvernement <http://achatsetventes.gc.ca>, ce qui entraînera l'attribution de quatre contrats distincts.
- 4.3.2 Les quatre demandes de propositions seront publiées à des dates différentes au cours de l'année civile 2022. Les quatre contrats auront des conditions et des valeurs contractuelles différentes avec des dates de fin en 2028/2029.
- 4.3.3 Les chiffres indiqués dans la LI correspondent tous aux articles de l'ESA/RAS-DA qui sont actuellement ou qui étaient récemment sous-traités pour la R&R au troisième échelon ainsi que d'autres articles que le Canada prévoit nécessiter à long terme pour la R&R au troisième échelon.
- 4.3.4 Les quatre DP comprendront également des exigences pour des services de soutien technique supplémentaires tels que des enquêtes techniques et études d'ingénierie à fournir au fur et à mesure des besoins, et tel qu'autorisé par une autorisation de tâches MDN 626.
- 4.3.5 La Politique sur les retombées industrielles et technologiques (RIT), y compris le processus de proposition de valeur (VP) proposée dans la LI initiale, ne sera pas appliquée à ces DP.
- 4.3.6 L'Énoncé d'exécution des travaux (EET) pour tous les DP présentera un processus de «gestion de la R et R » adapté et amélioré afin de répondre aux inefficacités du processus actuel de «

R et R continue » qui a été utilisé pour les contrats précédents de R et R pour l'ESA/RAS-DA. Un tableau du nouveau processus de gestion de la R et R se trouve dans l'Annexe B.

4.3.7 Il n'y aura pas de journée de l'industrie ou de séances individuelles associées à cette LI.

5. Renseignements demandés à l'industrie

- 5.1 Le Canada sollicite les commentaires de l'industrie sur les questions résumées dans le modèle Excel de réponse à l'annexe C – Liste des équipements réparables / Questions pour l'industrie. Les répondants intéressés sont invités à remplir le premier et le deuxième onglet du modèle et retourner leur copie en format Excel ainsi que tous autres commentaires avant la date de clôture.
- 5.2 Toute modification apportée à la présente LI sera affichée sur le service électronique d'appels d'offres du gouvernement. Le Canada demande aux répondants de consulter le site <https://achatsetventes.gc.ca> régulièrement pour vérifier les modifications apportées. Veuillez vous référer au numéro W8485-216446 lors de la recherche de mises à jour sur cette exigence.
- 5.3 L'ensemble des renseignements, des commentaires et des questions doit être uniquement axé sur les documents ci-joints; l'industrie ne doit pas faire référence à un autre processus d'approvisionnement antérieur.
- 5.4 Les répondants sont invités à indiquer clairement par écrit, dans les renseignements qu'ils communiquent au Canada, tout renseignement qu'ils considèrent comme commercial, confidentiel, exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Il est à noter que le Canada pourrait se voir obligé, en application de la loi (p. ex. en réponse à une demande formulée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels), à divulguer des renseignements exclusifs ou des renseignements commerciaux de nature délicate concernant un répondant (pour en savoir davantage : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).
- 5.5 On demande aux répondants de préciser par écrit si leur réponse, ou une partie de celle-ci, est assujettie au Règlement sur les marchandises contrôlées.

6. Autorité contractante de SPAC

- 6.1 Toute correspondance doit être adressée par écrit à l'autorité contractante (AC) de Services publics et Approvisionnement Canada, Amanda Peck, dans une des langues officielles du Canada, par courriel :

Amanda.Peck@tpsgc-pwgsc.gc.ca

7. Date de clôture de la LI

- 7.1 Tous les commentaires ou questions à la LI doivent être soumis par écrit à l'autorité contractante de SPAC avant le 29 avril 2022. Les demandes soumises après cette date peuvent ne pas recevoir de réponse. Les réponses aux demandes de renseignements seront publiées via une modification de la LI à partir du 4 avril 2022 uniquement.

8. Documents inclus

Les annexes sont des documents provisoires et les renseignements pourraient faire l'objet de modifications :

Annexe A – Processus de gestion de la réparation et de la révision (R et R)

Annexe B – Tableau du processus de «gestion de la R et R »

Annexe C – Liste des équipements réparables et questions pour l'industrie

ANNEXE A

W8485-216446/B

PROCESSUS DE GESTION DE LA RÉPARATION ET DE LA RÉVISION (R et R)

POUR

**Équipement de survie pour l'aviation (ESA)/Recherche et sauvetage –
Livraison par air (RAS-DA)**

1 Processus de gestion de la réparation et de la révision

1.1 Généralités

- 1.1.1 Le processus de gestion de la réparation et de la révision (R et R) comprend toutes les étapes qui doivent être réalisées par le MDN ou l'entrepreneur à partir du moment où un article faisant partie de l'ESA/RAS-DA doit subir un entretien de 3^e niveau jusqu'au moment où l'article est retourné au MDN ou est éliminé.
- 1.1.2 Cette annexe décrit les activités qui seront réalisées par les entités du gouvernement du Canada (GC) et par l'entrepreneur dans le cadre du processus de gestion de la R et R.

2.1 Étapes du processus de gestion de la R et R

- 2.1.1 Les activités suivantes doivent être réalisées par l'entité décrite à chaque étape :
 - a) Le gestionnaire du cycle de vie du matériel (GCVN) du MDN créera et gèrera un plan annuel de R et R pour toutes les NNO concernés. Ce plan comprendra, sans s'y limiter, la quantité prévue de chaque NNO que le MDN prévoit de réparer, la quantité maximale de chaque NNO qui pourrait être réparée, le coût moyen historique de réparation (CMR) et le code de priorité de réparation (CPR).
 - b) Le responsable technique (RT) du MDN, en coordination avec le responsable des approvisionnements (RA) du MDN, examinera et approuvera le plan annuel de R et R pour s'assurer qu'il répond aux besoins opérationnels et qu'il respecte le budget approuvé.
 - c) Le MDN enverra le plan annuel de R et R (se reporter à la capture d'écran à la section 4) à l'entrepreneur afin de lui communiquer les activités de R et R prévues. Ce faisant, il cherchera à savoir si l'entrepreneur a l'aptitude et la capacité de réaliser les activités prévues dans le délai défini par le CPR correspondant.
 - d) L'entrepreneur utilisera le plan annuel de R et R pour créer et soumettre au MDN une prévision d'activité annuelle (PAA) conformément à la liste des données essentielles au contrat (LDEC) PM-002. Une fois la PAA approuvée par le MDN, toute modification devra être effectuée au moyen d'une demande d'autorisation de modification, conformément à la LDEC PM-007.
 - e) Au besoin, les GCVN du MDN mettront à jour leur plan annuel de R et R en fonction des commentaires reçus au sujet de la PAA de l'entrepreneur. Le plan annuel de R et R révisé est soumis à l'approbation du RT et du RA avant d'être intégré au plan annuel de R et R, puis le tout est fourni à l'entrepreneur.
 - f) Le MDN mettra à jour le relevé des avis de sélection et des demandes prioritaires de réparation (RASDPR) du Système d'information de la gestion des ressources de la défense (SIGRD) pour y inclure les prévisions approuvées, sur une base annuelle et selon les besoins.
 - g) Le MDN validera chaque demande de réparation interne par rapport au plan et au budget annuels de R et R approuvés. Si une réparation est nécessaire, le MDN enjoindra le demandeur, par l'entremise du Compte de courriel – coordination de la réparation et de la révision (CCCR), d'envoyer l'article à l'installation de l'entrepreneur. Ce courriel sera également envoyé à l'entrepreneur pour l'autoriser à lancer l'évaluation et l'estimation préliminaires dès réception de l'article à ses installations. Le courriel comprendra le CPR actuel pour le NNO ainsi que la date de retour souhaitée.

- h) Dans les deux jours ouvrables suivant la réception d'un article aux installations de l'entrepreneur, ce dernier doit :
- i. Vérifier qu'il a l'autorisation par courriel du CCCRR pour lancer l'évaluation et l'estimation préliminaires. Répondre au courriel du CCCRR pour l'informer de la réception de l'article. S'il n'y a pas de courriel, il enverra un courriel au CCCRR pour demander des directives avant de commencer les travaux sur l'article, y compris l'évaluation et l'estimation préliminaires; et
 - ii. S'il y a un courriel du CCCRR autorisant l'envoi de l'article, l'entrepreneur peut passer à l'étape suivante.
- i) Une fois l'autorisation reçue, l'entrepreneur doit effectuer une évaluation et une estimation préliminaires pour l'article. Pour effectuer l'évaluation et l'estimation préliminaires, l'entrepreneur doit :
- i. Consigner chaque article dans le rapport sommaire mensuel, conformément à la LDEC MAT-001;
 - ii. Ouvrir une commande de travaux pour cet article dans son système de gestion interne;
 - iii. Effectuer un contrôle réel pour s'assurer que tout l'équipement a été reçu et que ce dernier correspond aux renseignements figurant dans les pièces justificatives qui l'accompagnent. Si une anomalie est constatée, elle doit être signalée au représentant désigné de l'assurance qualité de la Défense nationale (RAQDN) et au MDN par l'entremise du CCCRR;
 - iv. Informer le RAQDN désigné qu'un article est arrivé et demander un numéro de commande de travaux du SGIRD. Le numéro de commande de travaux sera saisi dans le système de gestion interne de l'entrepreneur et dans le rapport sommaire mensuel conformément à la LDEC MAT-001. Il servira de référence croisée entre les systèmes;
 - v. Confirmer que l'article est étiqueté conformément à la publication C-19-010-002/AM-000. Si l'article n'est pas correctement étiqueté, l'entrepreneur doit l'étiqueter conformément à la publication C-19-010-002/AM-000;
 - vi. Examiner les documents reçus avec l'article ainsi que le courriel du CCCRR, effectuer une inspection préinduction de l'article afin de déterminer l'étendue des travaux d'entretien nécessaires pour remettre l'article en service;
 - vii. Dans les 10 jours ouvrables, créer un devis de réparation et de révision conformément à la LDEC PM-005, l'envoyer par courriel au CCCRR et attendre l'autorisation de procéder.
- j) Le MDN évaluera le devis de réparation et de révision de l'entrepreneur (LDEC PM-005) et déterminera si l'étendue des travaux, le prix et la date de retour sont acceptables. Il vérifiera le système d'approvisionnement du MDN pour déterminer si l'une des pièces que l'entrepreneur prévoit réparer ou remplacer est disponible et pour évaluer s'il est plus rentable pour l'entrepreneur d'utiliser la pièce du système d'approvisionnement du MDN. Si cela est plus rentable, le MDN prendra les dispositions nécessaires pour que la ou les pièces soient envoyées à l'entrepreneur. Au besoin, le MDN peut demander des modifications aux travaux d'entretien proposés ou demander des renseignements supplémentaires avant d'accorder l'autorisation.

- k) Lorsque l'entrepreneur et le MDN se seront mis d'accord sur un prix et une date de retour acceptables, le MDN autorisera la réparation par l'entremise du CCCRR. L'entrepreneur induit alors l'article dans la chaîne de réparation et met à jour le fichier du rapport sommaire mensuel conformément à la LDEC MAT-001.
- l) L'entrepreneur effectuera les travaux d'entretien sur l'article conformément à l'autorisation du MDN tout en respectant les limites du prix et de la date de retour convenus. Si, au cours de l'exécution des travaux d'entretien, l'entrepreneur détermine qu'une modification du prix et/ou de la date de retour autorisé(e) est nécessaire, il créera une demande d'autorisation de modification conformément à la LDEC PM-007, et la joindra à une réponse par courrier électronique au courriel d'autorisation du CCCRR.

REMARQUE : Toutes les autorisations de modification doivent être envoyées avant la fermeture des bureaux à la date maximale de modification de l'article figurant sur le rapport sommaire mensuel de la LDEC MAT-001.

- m) Si la réparation n'est pas autorisée, le MDN fournira des directives pour disposer de l'article par l'entremise du CCCRR. L'entrepreneur mettra à jour le rapport mensuel, conformément à la LDEC MAT-001. L'entrepreneur informera également le RAQDN désigné que le MDN a décidé de ne pas réparer l'article et lui fournira les directives reçues du CCCRR (c.-à-d. le code, les directives relatives à l'expédition et/ou à l'élimination) afin que le RAQDN puisse mettre à jour le SGIRD en conséquence.
- n) Une fois les travaux d'entretien autorisés terminés, l'entrepreneur doit :
 - i. Remplir, estampiller et signer l'annexe K, « Certification de l'entrepreneur » et l'annexe L, le formulaire DND 2227. Transmettre les exemplaires remplis au technicien d'approvisionnement du RAQDN avec la commande de travaux SIGRD imprimée. Il procède alors à la clôture du processus de travail. Un exemplaire supplémentaire du formulaire DND 2227 et de la Certification de l'entrepreneur doit être joint à l'article expédié.
 - ii. Rédiger et fixer une Étiquette d'état du matériel (CF942), conformément au document C02005009/AM-000;
 - iii. Mettre à jour les documents de maintenance et/ou les commandes de travaux applicables dans son système de gestion interne;
 - iv. Créer un rapport détaillé de réparation et de révision pour l'article conformément à la CDRL MAT-002, et le joindre à une réponse au courriel du CCCRR pour l'article demandant des directives relatives à l'expédition;
 - v. Communiquer avec le Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI) du MDN approprié, comme le précise le contrat. Fournir au CCLI les détails associés et les directives relatives à l'expédition reçues du CCCRR afin de coordonner l'expédition;
 - vi. Préparer l'article en vue de son expédition;
 - vii. Ajouter les détails restants dans le rapport sommaire mensuel, conformément à la CDRL MAT-001.
- o) Envoyer un exemplaire mis à jour du rapport sommaire mensuel, conformément à la CDRL MAT-001, au CCCRR avec la facture mensuelle.

3.1 Détails du code de priorité de réparation

- 3.1.1 Code de priorité de réparation (CPR) Le CPR sert à indiquer l'urgence de la remise en service de l'article et à déterminer la priorité des réparations qui sont déjà effectuées à l'installation en question. Le CPR correspond au nombre de mois de stocks utilisables au moment où un article a été envoyé en réparation.

Code	Description	Situation
C	Critique	Indique que le MDN a moins de trois mois de stocks utilisables sous la main.
U	Urgence	Indique que le MDN a entre trois et six mois de stocks utilisables sous la main.
C	Courant	Indique que le MDN a entre 7 et 24 mois de stocks utilisables sous la main.
A	En attente	Indique que le MDN a plus de 24 mois de stock utilisable sous la main.

4.1 Plan annuel de R et R

- 4.1.1 Vous trouverez ci-dessous un exemple de plan annuel de R et R que le MDN enverra à l'entrepreneur avant le début de chaque exercice financier. Comme il est indiqué ci-dessus, l'entrepreneur utilisera le plan annuel de R et R et d'autres informations pour créer une prévision annuelle d'activité (PAA) conformément à la liste des données contractuelles (CDRL) PM-002.

Annual R&O Plan for AMSE - (COM1) Complex AMSE NSNs RPF Pending

Fiscal Year 20/21

Item Summary						Inventory			Forecast					
Sparing Group Description	Indicator	Stock Code	RR	RPC	LCMM - SM	Serv Stock	US Stock	RR Stock	Repairs This FY	Repairs Next FY	Target Stock Level	Scraps per Year	Stock This FY	Indicator Next
R&O Remarks														
000138813 JACK AIRCRAFT LANDING GEAR		000138813	P		DAEPMFT 6-3-4C - 54B Spin 614	14	0	0	1	1	5	0	23	23
000646638 FILTER, FLUID		000646638	R		DAEPMFT 6-3-4B - 54B Spin 614	28	2	2	2	2	20	0	14	14
000750603 TESTER, NOZZLE ACTUA		000750603	Y	R	DAEPMFT 6-3-4B - 54B Spin 614	8	0	0	1	1	7	0	11	11
002943397 TRAILER, RAIL TYPE		002943397	R		DAEPMFT 6-3-4C - 54B Spin 614	12	6	4	1	1	10	0	12	12
004743234 TEST STAND, PROPELLE		004743234	Y	R	DAEPMFT 6-3-4B - 54B Spin 614	1	0	0	1	1	1	0	11	11
008125019 PUMP, RADIAL PISTONS	CR	008125019	Y	C	DAEPMFT 6-3-4C - 54B Spin 614	0	2	2	2	0	1	0	00	00
008885119 PREOILER		008885119	R		DAEPMFT 6-3-4B - 54B Spin 614	28	1	0	2	2	20	0	14	14

ANNEXE B

(Voir pièce jointe)

ANNEXE C

(Voir pièce jointe)